

Le rapport Pisani-Ferry / Enderlein bute sur la supranationalité

Les financiers connaissent bien la maxime: il faut acheter la rumeur et vendre la nouvelle. Avec le fameux rapport «Réformes, investissement et croissance un agenda pour la France, l'Allemagne et l'Europe» remis jeudi dernier aux ministres de l'économie allemand et français, on est dans le registre. On allait voir ce qu'on allait voir de la part de Henrik Enderlein et Jean Pisani-Ferri, des économistes dans la ligne des gouvernements respectifs des deux côtés du Rhin. Une double signature sur le plan national comme sur le plan partisan, qui annonçait des ambitions élevées contenues dans le titre du rapport, et les tabous divers devaient être écartés dans les propositions.

Le soufflé est retombé avec la publication: pas de remises brutales en question de situations acquises pour les uns ou les autres. On se trouve plutôt face à un catalogue de propositions dont on ne maîtrise pas vraiment la portée. Pour vaincre l'atonie, il faudrait suivant la formule de Danton à l'Assemblée législative «de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace.» Le compte n'y est pas. Faut-il pour autant classer ce rapport parmi d'autres dans les archives de l'administration de Bercy? Oui et non.

Un diagnostic sérieusement établi

Le constat n'est pas une nouveauté, mais on ne peut nier que le diagnostic soit sérieusement établi. Le piège de la stagnation dans laquelle l'Europe est en train de s'enfermer est assez bien résumé: inflation dangereusement faible, dettes publiques

insoutenables face à l'atonie du revenu nominal, inflation anticipée qui baisse. Les taux réels trop élevés sont un carcan qui entretient le sentiment d'une nouvelle «décennie perdue», pour finir, l'Europe «convainc de moins en moins».

Sur ce dernier point, les deux économistes sont sans doute en deçà du ressenti des populations de l'Union: son mode de fonctionnement pour le moins, sans doute même ses fondements institutionnels, ne sont plus vraiment acceptés par les peuples. La réforme s'imposera pour éviter l'implosion. Les rapporteurs reconnaissent déjà «une fragmentation de l'Europe».

On n'en est bien loin aujourd'hui. Pourtant, MM. Pisani-Ferry et Enderlein inscrivent leur diagnostic dans le cadre même de cette Europe technocratique. On peut leur reconnaître une vision assez globale du mal qui frappe l'économie européenne en sortant des débats de chapelle entre les théoriciens de l'économie de l'offre et de la demande. La faible croissance de la productivité? Une preuve de la carence de l'offre. Les taux de chômage élevés et la baisse de l'inflation? La manifestation de l'insuffisance de la demande. Les écarts de taux d'intérêt au sein de la zone euro? Le signe de la fragmentation de l'Europe.

Agir sur trois fronts à la fois implique de changer les modèles en France comme en Allemagne

Le constat vaut direction pour l'action. La proposition est d'agir simultanément sur les trois fronts: réformes structurelles, soutien de la demande, renforcement du champ

d'action des institutions européennes. On en revient ainsi – malheureusement- aux thèses des trois entités qui pensent devoir diriger l'Europe: dans l'ordre des fronts, l'Allemagne, la France, les institutions européennes.

C'est bien de reconnaître que les réformes structurelles réclamées par l'Allemagne à la France et l'Italie renforceraient le potentiel de croissance à long terme mais ne régleraient pas (au contraire) le problème conjoncturel actuel et accélérerait les tensions déflationnistes. C'est pertinent d'estimer qu'un soutien de la demande seul risquerait d'être une tentative vite avortée ou inversée. C'est voir les choses en face que de constater que les appels à plus d'Europe dans la vie économique des habitants de l'Union ne régleraient aucun des défis immédiats et des problèmes nationaux.

Avec un cadre aussi bien défini, le plan d'action ne peut que décevoir, d'autant que les ciseaux politiques ont sans doute été largement utilisés dans les cabinets français et allemand pour éviter les remèdes qui fâcheraient.

L'investissement est au centre du dispositif proposé et on s'en réjouira au vu d'une conjoncture en panne sur l'ensemble de la zone euro. Le sous-investissement allemand – public et privé – est pointé du doigt et la réponse proposée se veut commune et plus encore européenne que franco-allemande. Au-delà d'une réforme du cadre budgétaire allemand qui néglige la promotion des investissements (et finirait par «léguer une maison usée aux générations futures»), l'ambition est de stimuler l'investissement public et privé au niveau européen, par une initiative réglementaire, par l'injection de fonds publics, par une intégration transnationale pour des secteurs stratégiques (énergie, numérique, éducation et formation, santé, biotechnologie, Défense,...).

Dans ce dispositif même, ce volet primordial du plan proposé implique des réformes assez profondes. En France, un nouveau modèle de croissance, un socle (en particulier social) plus large pour restaurer la compétitivité et un allègement du poids de l'Etat. En Allemagne, une modification des termes de la démographie et du marché du travail (immigration, temps de travail, emploi des femmes, ...) et un changement de modèle «plus inclusif» pour la croissance (hausse des salaires, en particulier des plus bas, réorientation de l'épargne,...).

Enfin, les secteurs sans frontière ne sont pas le seul aspect de convergence conseillée pour l'Union. En particulier, un modèle social redéfini et commun est appelé des vœux de MM. Pisaini-Ferry et Enderlein.

On ne peut pas bâtir à partir de la situation actuelle et de bons sentiments: les marges de manœuvre ne sont pas là

Au fond, à lire ce rapport de 52 pages (franco-allemand, mais dont seule la version anglaise fait foi!) on ne peut que se demander si on peut faire de la bonne politique économique avec de bons sentiments. La problématique est bien posée à l'échelle du continent et en particulier pour les deux pays qui sont les moteurs de l'Union. Chaque pays comprend bien ses faiblesses, même si celles de l'Allemagne (les plus graves à terme) sont occultées par la situation du moment, renforçant un sentiment naturel de supériorité, et que la France, empêtrée dans son chômage de masse, excelle encore et toujours dans l'autodénigrement. Mais si les solutions raisonnables qui sont proposées peuvent paraître trop timides à l'analyse, elles remettent trop de choses en cause pour des pays qui ne ressentent pas vraiment la réalité des problèmes.

Au piège de la stagnation, ce qui est proposé a un nom: plus de supranationalité. Les rapporteurs rappellent que, si l'Europe était un pays (même fédéral), la solution serait simple: réformes pro-croissance et soutien budgétaire.

C'est sans doute la question de fond, et elle est politique. Car les bases des règles nouvelles et supranationales qui s'imposeront sans doute un jour sont loin d'être acceptables: en quelque sorte, on propose à des pays qui n'ont géré leurs économies que sur des critères d'égoïsme de rester sur ces positions acquises, un peu comme dans le cas d'un plan de paix au lendemain d'un cessez-le-feu. La France et l'Allemagne ne veulent sans doute pas se dérober face à leur responsabilité de diriger une nouvelle fois l'avenir du continent. Mais les Allemands et les Français ont du mal à imaginer que c'est sur les positions acquises aujourd'hui dans la guerre de la productivité d'un côté (celui de l'Allemagne), dans le consensus social de l'autre (en France), que se bâtira cet avenir.

C'est sans doute le défaut du rapport Pisan-Ferry et, c'est pour cela qu'il risque de rejoindre les autres dans les archives. La solution est politique et, curieusement, Mme Merkel n'a guère plus de marge de manœuvre que M. Hollande pour avancer.

